



## Portée et transcendance du concept de République de José Martí

Par Pedro Pablo Rodríguez  
Traduit par Alain de Cullant  
[Numéro 1, 2018](#)

L'appareil catégoriel de Martí a été si peu étudié qu'un corps de ses concepts n'a même pas été établi ou analysé à fond certains d'entre eux. Ce sont les spécialistes qui ont abordé leurs écrits avec d'autres buts qui ont parfois signalé la portée ou la valeur catégoriel de certains des termes. Cette absence est encadrée dans une autre d'une plus grande portée : tous, nous attendons toujours un examen qui nous donne les clés de sa pensée. Les études à propos de son philosophie – qui sembleraient être celles qui devraient nous apporter dans tel sens - ont péché, en général, d'insister sur la classification de ses idées et sur une organisation de celles-ci comme corps philosophique sur un sens strict, sans la prétention d'analyser les postulats, les bases et les structurations de cette pensée qu'il a exprimé d'une manière consciente, comme un cosmovision.

Nous disposons heureusement d'un examen intelligent et complet de sa pensée économique ; [1] mais ce n'est pas la même chose avec son idéologie politique, qui occupe le plus grand espace dans son œuvre et à propos de laquelle on a beaucoup écrit. Dans ce dernier terrain on pourrait dire que patrie et liberté sont les concepts qui ont attiré le plus l'attention, et récemment équilibre et république, bien que dans la majorité écrasante des cas les rapprochements aient été plus contextuels que dédiés à expliquer la logique de fonctionnement de la pensée de Martí. Une exception remarquable a été le livre de Paul Estrade sur la démocratie comme l'un des axes principaux de la pensée de Martí. [2] En réalité, l'œuvre travaille avec exhaustivité avec ce concept au moyen d'une appréhension totalisatrice de ses idées économiques, sociales et politiques, résultant notable en vertu de ses valeurs analytiques et méthodologiques.

Cependant, il faut reconnaître que durant les trente dernières années certains spécialistes ont examiné le terme martiano d'une république justement comme un concept auquel a conféré une importance singulière pour la compréhension de la totalité de sa pensée. [3]

La révision de son œuvre permet de comprendre, sans un grand effort, que quand Martí parle de république, il est fréquent qui ne se réfère pas à une forme de gouvernement, mais à un type de société, et que dans son ample écriture dans un tome sur l'indépendance de la Cuba - bien qu'il y ai d'autre - il emploie le mot avec une valeur conceptuelle encore supérieur, puisqu'il lui sert à dénoter le nouveau type de société qui, à son jugement, devait se constituer dans les Antilles libres.

Un tel sens est ce qui confère une portée conceptuelle au terme, à l'extrême on peut donc le considérer comme sa catégorie fondamentale pour expliquer son idée des transformations qui devraient se produire à Cuba pour garantir une véritable indépendance. [4]

Pour Martí, la république était un processus qui commençait depuis la propre guerre pour l'indépendance et, inclusivement, depuis la propre organisation de celle-ci. Ainsi, si la guerre devait se conduire avec une méthode et un esprit républicain, le Parti Révolutionnaire Cubain - un véhicule pour concerter l'unité entre les patriotes vers la lutte armée - serait déjà une sorte d'essai républicain. De là l'importance que Martí a accordée à la démocratie dans le Parti et à l'exercice du suffrage. Il faut se rappeler que les Statuts secrets [5] établissaient aussi bien la représentativité dans les corps de Conseil des localités de tous et que dans chacun des clubs ralliés au Parti, comme la célébration annuelle d'élections dans lesquelles étaient élu le président desdits corps était choisi, le délégué et le trésorier de l'organisation. Et nous savons bien que Martí, jusqu'à sa mort, a été un sérieux réalisateur des principes de fonctionnement de cette organisation politique.

Son insistance depuis son débarquement en Cuba, en avril 1895, pour constituer un gouvernement, n'était pas seulement avec le propos d'empêcher la manifestation du caudillisme parmi les chefs militaires. Sa volonté était d'éduquer les patriotes sur les armes - comme cela était arrivé parmi les émigrés - dans l'exercice de méthodes républicaines, ce qui ne contredisait pas d'empêcher les travaux qui, durant la Guerre de Dix Ans, s'étaient levés contre le développement des opérations militaires.

Cette phrase concise de son *Diario de campaña* (Journal de campagne), synthétise son idée « ... l'Armée libre, - et le pays, comme pays et avec toute sa dignité représentée ». [6]

Ensuite la république se forgeait depuis la guerre.

Premièrement : parce que le gouvernement, pour constituer, adopterait la forme républicaine.

Deuxièmement : parce qu'au moyen de l'exercice du suffrage, les patriotes dans des armes choisiraient systématiquement leurs représentants.

Ainsi, en obtenant la séparation politique de l'Espagne, on accumulerait une pratique, une culture républicaine, qui se consacrerait vers la nouvelle nation.

Si nous révisons soigneusement les diverses références martianas envers la république quand l'indépendance serait atteinte, nous voyons qu'il ne l'explique jamais comme une forme d'organisation étatique mais comme une façon d'être, comme une forme de vie. Dans ses mots, la république n'obéit pas à un schéma gouvernemental préconçu, mais que c'est un devoir vers ce qui doit être la société républicaine.

Nous trouvons seulement des observations directes sur la forme de gouvernement dans ses *Cuadernos de Apunte* (Cahiers de Notes), [7] et son désir de respecter le critère de la minorité est clair dans celles-ci, bien que celui de la majorité soit adopté et celui d'un certain exercice du pouvoir de forme associée.

Cependant, les références de ce que seraient les objectifs de cette république sont nombreuses.

La meilleure synthèse de tels objectifs se trouve dans son magistral essai *Nuestra América* (Notre Amérique) [8]. Il est évident que sa critique envers les républiques créoles du continent indiquent clairement comment ne devait pas être l'antillaise. Il s'agissait de ce que la colonie ne continuât pas de vivre dans la république à travers de l'implantation de modèles politiques et d'organisation sociale qui perpétuaient l'habitude de commandement des oppresseurs. Il fallait se situer du côté des opprimés, de l'homme naturel (Indien, Noir, paysan) et accomplir leurs désirs ardents de justice sociale.

Ensuite, il est évident que la république cubaine doit changer le mode de vie colonial - quelque chose d'une plus grande portée que les formes du despotisme politique colonial - et à ouvrir une voie à la justice sociale, à toutes lumières, ce qui impliquait des transformations sociales radicales. C'est pourquoi, en plus de la forme de structuration de l'état et du gouvernement, la perspective républicaine de Martí subordonnait celle-ci au changement social en fonction des classes populaires.

Nous savons que ce changement, pour lui, devrait être celui d'atteindre l'équilibre social entre différentes classes et couches. J'attire attention sur le fait que son concept d'équilibre exprimé avec des formules si connues comme « avec tous et pour le bien de tous », ne signifiait en aucune manière de soutenir le *statut quo* colonial ou de reproduire celui pratiqué dans les républiques de notre Amérique. Dans les deux cas il s'agissait de sociétés d'injustice, déséquilibrées. Donc, il ne s'agissait pas de maintenir ces déséquilibres qui mettaient en danger le soutènement de l'indépendance en face de la menace expansive des États-Unis, mais d'atteindre l'équilibre. C'est alors un *desideratum* auquel on pourrait seulement arriver si la justice sociale était effectivement pratiquée.

Par conséquent, ceci est la clé de la république cubaine, et de là l'évidente portée éthique de la république martiana. Une telle perspective était - et est encore d'un franc caractère révolutionnaire, bien que Martí a insisté pour qu'il ne s'agisse absolument pas de faire disparaître les classes propriétaires, mais d'éliminer « l'excès de nos vanités et de nos orgueils ». [9] Pour lui, il s'agissait d'éviter que la république soit un compte courant ou une chose courtisane d'une douzaine de créoles. [10] Par cela, quand il proclame que la république serait « d'une justice pour tous », selon son opinion, il est clair qu'il manquait une justice pour beaucoup. Ce déséquilibre serait celui que devait rompre la république pour atteindre « l'équilibre de la justice et des faits » dans une république démocratique. [11]

Pour lui, atteindre la justice était si importante que dans l'une de ses chroniques nord-américaines il a proclamé que la politique est « l'art de lever l'humanité injuste jusqu'à la justice ». [12] La république cubaine, donc, serait la pratique d'une telle politique.

Il a établi comment atteindre la sauvegarde de la patrie au moyen de l'obtention de la justice pour tous :

Dans « la justice patriotique de ses lois et de ses coutumes ».

Dans « le caractère original et direct de ses enfants ».

Dans « l'élargissement immédiat des forces du travail merveilleux ». [13] Si Martí ne laissait pas un programme de gouvernement, un plan concret de mesures à réaliser après l'obtention de l'indépendance, ne signifie pas que nous ne sommes pas en conditions de comprendre où celles-ci seraient orientées.

Nous savons, d'une part, qu'il a insisté pour que la terre soit la base essentielle de la richesse et qu'elle ne pouvait pas être concentrée en peu de mains. Une classe de propriétaires terriens serait le bastion d'une nation de base agricole qui devrait se développer au moyen de la diversification productive et des marchés, et dont l'industrie devrait se reposer sur ses capacités agricoles. Sur tel schéma économique-social, la république devrait atteindre et soutenir l'équilibre que l'on assurerait au moyen de la possibilité d'offrir un travail et une éducation qui permettait une agriculture de haute productivité et une société moderne, assise dans ses propres bases d'autochtonie au moyen de l'adoption d'un système politique et social original, non pas une simple reproduction de ceux qui fonctionnaient déjà dans d'autres parties du globe.

Pour cela, dans plus d'une occasion. Martí parle de la nouvelle république à Cuba. Bien sûr, la nouveauté devrait venir par sa forme - qui devrait être originale – aussi bien pour son contenu : en terminant avec l'esprit colonial et les déséquilibres sociaux, elle s'ouvrirait au monde moderne depuis son propre tronc et offrirait un développement économique capable de soutenir les nécessités de bases de ses peuples. Depuis de telles conditions et, en même temps, pour les garantir avec effectivité, la république cubaine devrait contribuer à l'équilibre de l'Amérique et du monde. Sa propre existence dans les conditions historiques où arrivait son surgissement, serait déjà une partie d'une telle contribution indépendante : la Cuba – avec Porto Rico aussi libre - éviterait la propagation des États-Unis vers la région centre-américaine et antillaise et son avance plus au Sud du continent.

Pour Martí il s'agissait - nous le savons bien – d'empêcher une nouvelle forme de domination dans cette zone du monde et d'éviter la dispute que cette nouvelle hégémonie de la puissance naissante lèverait depuis les puissances européennes. Pour l'équilibre international, une république était alors indispensable à Cuba, non pas une colonie de l'Espagne, mais aussi capable d'assurer sa permanence dans le concert de nations libres au moyen de l'équilibre social interne et du véritable développement économique et social en fonction et depuis ses propres intérêts.

Alors, depuis cette nouvelle république, on avancerait vers la fin suprême de toute son œuvre et de toute sa vie : « libérer l'homme » au moyen de la conquête de la victoire dans la lutte la plus définitive et universelle « entre le désintéressement et la cupidité et entre la liberté et l'orgueil ».

[14]

Cette espérance, ce rêve que Martí a pratiqué avec un énorme réalisme en poussant la lutte pour la république cubaine, est encore le rêve de beaucoup, dans cette époque incertaine que nous vivons. Espérons que la pensée de Martí soit connue et serve d'éperon pour les autres comme elle l'a été pour les Cubains.

\* Conférence offerte lors du 23e Congrès de la *Latin American Studies Association* (LASA 2001) à Washington, 7 septembre 2001.

Relation des notes :

1 – Rafael Almanza Alonso. *El pensamiento económico de José Martí*. La Havane, Maison d'édition Ciencias Sociales, 1990. Le même auteur a publié un admirable essai se rapportant globalement à la pensée de Martí dans : *La acción histórica en José Martí, Contracorriente* (La Havane), N° 1, juillet-septembre, 1995.

2 - Paul Estrade. *José Martí, los fundamentos de la democracia en América Latina*, Madrid, Maison d'édition Doce Calles, 2000.

3 – Voir les textes suivants : soyez vus : Pedro Pablo Rodríguez, *La idea de liberación nacional en José Martí, Pensamiento Crítico* (La Havane), N° 49-50, février-mai 1971 et *Anuario Martiano* (La Havane) 1972 ; Ramón de Armas, *La revolución pospuesta*. La Havane, Maison d'édition Ciencias Sociales, 198, chapitre, et *La república cubana de Martí*, revue *Casa de las Américas* (La Havane), N° 76, janvier-février 1973 ; Manuel Maldonado Denis, *Martí y su concepto de revolución*. Revue *Casa de las Américas*, N° 67, juillet-août 1971 ; Jorge Ibarra, *José Martí, dirigente político e ideólogo revolucionario*. La Havane, Maison d'édition Ciencias Sociales, chapitre V, *La república moral de Martí* ; Luis Toledo Sande, *Doce puntos sobre gobierno y funcionamiento social en José Martí*, revue *Casa de las Américas*, N° 198, 1995 ; et Ibrahim Hidalgo Paz, la Paix, *Reconquistar al hombre. Notas sobre la revolución de José Martí*, revue *Temas* (La Havane), N° 8, octobre-décembre 1996.

4 – Une telle appréciation fonde l'œuvre connue d'Emilio Roig de Leuchsering *La república de Martí* (cinquième édition, La Havane, 1960), affirmant que chez Martí s'exprime un « programme de nationalisme fondamental et de radicale transformation républicaine de la colonie ».

5 - *José Martí. Obras completas*, 27 tomes. La Havane, Editorial Nacional de Cuba, 1963-1965, tome 1, page 281. À la suite on citera OC, le tome et la page.

[6] OC, 19, 229.

[7] OC, 22,108-109.

[8] OC, 6, 15-21.

[9] OC, 1, 194.

[10] OC, 1, 356.

[11] OC, 1, 391.

[12] OC, 12, 57.

[13] OC, 1, 437.

[14] OC, 3, 304.

[www.lettresdecuba.cult.cu](http://www.lettresdecuba.cult.cu)  
[lettresdecuba@cubarte.cult.cu](mailto:lettresdecuba@cubarte.cult.cu)

Facebook : Lettres de Cuba  
Twitter : @rlettresdecuba